

## **Pitch COCAL**

**D'entrée de jeu je voudrais souligner la pertinence des questions qui nous sont soumises pour cette dernière plénière.**

**S'il y a une chose qui ressort clairement de nos échanges au cours des derniers jours, c'est certainement la convergence remarquable de nos analyses de la situation actuelle. Nous sommes toutes et tous très conscients de l'agenda néolibéral, des inégalités sociales profondes et des catastrophes environnementales qu'il génère. On a tous espéré que la récente crise économique pourrait provoquer des changements, on est forcé de constater aujourd'hui, après que des milliards de fonds publics soient passés au secteur privé, que rien de substantiel n'a changé et qu'on est revenu au «business as usual»... avec à la clef des mesures d'austérités sévères en plus dans l'ensemble des services publics. La crise économique a ironiquement justifié une plus grande érosion des services publics, érosion qui était déjà dans la mire des gouvernements avant que la crise n'éclate.**

**Plusieurs intervenants ont souligné que les choses empirent en éducation : la privatisation gagne du terrain, pernicieusement mais parfois avec impudence, nos conditions de travail se dégradent et nous sommes forcés, depuis plusieurs années, de pratiquer un syndicalisme de résistance, il est de moins en moins question d'améliorer nos conditions de travail : on est**

**dans la protection des acquis, voire dans lutte pour minimiser la dégradation de nos conventions collectives**

**Le moins qu'on puisse dire, c'est que les temps sont durs pour la gauche, pour les mouvements progressiste en général et pour le mouvement syndical en particulier. Dans un contexte comme celui-là, la tentation est forte et le danger est grand de se replier sur ce que j'appellerais un syndicalisme déclaratoire, à saveur corporatiste.**

**C'est peut-être particulièrement vrai pour les profs. On est des intellectuels. On aime débattre et échanger, on se fait un point d'honneur d'avoir des positions cohérentes, résultats d'analyses fouillées de la réalité politique en regard des valeurs que nous portons. C'est certainement là un travail utile et nécessaire...mais on n'a pas le droit de s'en satisfaire. Or à quoi sert-il d'avoir de belles analyses et de belles positions si elles sont destinées à ne vivre que sur nos sites internet? On ne gagne jamais rien parce qu'on a raison : dans le local syndical où j'ai passé 15 ans à la vice-présidence de mon syndicat, il y avait cette affiche qui nous rappelait : la dictature, c'est ferme ta gueule. La démocratie, c'est cause toujours!**

**Dans l'état actuel des choses, nous avons un urgent besoin de progresser, de faire la preuve que le mouvement syndical est un puissant levier pour changer les choses et, conséquemment, de nous centrer sur l'action syndicale.**

**C'est vrai que les obstacles à l'action, et à l'action concertée, sont nombreux dans le contexte actuel. Il y a les lois du travail, devenues de moins en moins axées sur la protection des droits des travailleurs. La situation aux Etats-Unis, où le droit de grève est nié dans certains secteurs à certains endroits, est dramatique à cet égard. Mais les choses sont-elles bien différentes au Québec ? Les négociations dans le secteur public, depuis 30 ans, ont été marquées d'une longue suite de décrets. Le gouvernement ne négocie pas, il impose, au mépris de la plus élémentaire démocratie. Dans le décret de 2005, une personne présumée coupable de ralentir le travail devait prouver son innocence, ce qui est complètement contraire au code civil! On est à un point où le mouvement syndical semble satisfait d'un règlement sur la seule base du fait qu'il ait été négocié!**

**Nous avons certes le droit d'aller en grève. Mais la loi sur les services essentiel au Québec perverti ce droit à un point tel que lors d'une grève dans le secteur de la santé, il doit y avoir dans les hôpitaux plus de personnel qu'il n'y en a ordinairement durant les vacances d'été, et seuls**

**10% des effectifs font grève! Dans les cégeps, chaque journée de grève devait être reprise sans salaire : nous n'avons réussi que récemment à gagner un grief là-dessus, et encore le gouvernement a-t-il entamé une saga juridique qui en retarde l'application.**

**Par ailleurs, de multiples manières, la droite a réussi à diviser en profondeur les forces syndicales, sans parler d'une certaine propension de la gauche à éparpiller ses efforts. Au Québec, la loi 30, qui a forcé une recomposition majeures des organisations syndicales dans la santé, ce qui aura eu des effets dévastateurs sur la capacité de lutte des travailleuses et travailleurs de ce secteur pour de longues années.**

**La division des tâches, dans les universités, est de la même eau. Elle fait apparaître des groupes différents dont la convergence d'intérêt n'est pas immédiate, ce qui favorise les luttes intestines et facilite d'autant la vie des administrations.**

**Dans ce contexte comme celui-là, se concentrer sur les moyens d'agir n'est pas seulement une nécessité, c'est un devoir syndical urgent. Qu'il faille se coaliser le plus possible, c'est une évidence; mais les coalitions de**

toutes sortes n'ont de sens que si elles favorisent, en bout de course, des actions concertées.

Quelqu'un a évoqué au début du congrès l'hégémonie de l'idéologie de droite dans les médias, un élément qui pervertit en profondeur l'exercice démocratique. Cette réalité concourt aussi à faire de l'action syndicale une priorité, parce que seule l'action, et j'oserais dire l'action dérangeante, est susceptible d'ouvrir de force l'espace public dont nous avons besoin pour faire valoir nos points de vue.

Lors de la récente grève du SCCCUM, les médias ont été *obligés* de se pencher sur la situation des chargé-es de cours. Le président du syndicat, la vice présidente de la FNEEQ et moi-même, on a été invités à plusieurs tribunes, on a pu parler de la réalité des chargées de cours et défendre leur cause. Au-delà des gains objectifs de cette grève, et même s'il s'agit peut-être d'une amélioration marginale, la cause des chargé-es de cours a progressé aussi de cette manière.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser (et ça aussi a été mentionné en cours de la conférence) les appuis du public sont potentiellement beaucoup plus intéressants qu'on pourrait le croire. Il y a de nombreux

**exemples : David Robinson citait les sondages de CAUT qui montrent à quel point la population a confiance dans le corps professoral; une étude longitudinale ontarienne a montré qu'une partie importante de la population serait favorable à une hausse des impôts pour mieux financer l'enseignement supérieur. Les enseignantes et enseignants de la Colombie Britannique ont fait appel aux parents avec succès pour remporter une importante bataille contre les tests standardisés. Plus récemment, un sondage du Front commun a montré au Québec une surprenante adhésion aux demandes salariales syndicales.**

**En matière de recherche d'une éducation de qualité, où on donne aux artisans les moyens de faire leur travail, les parents et les étudiants sont des alliés objectifs qu'il ne faut pas négliger, même si c'est parfois difficile. Oui, c'est vrai que nos grèves ou nos actions peuvent déranger. Cela nous oblige à justifier nos gestes dans un climat pas toujours facile. Les étudiants ont mal réagi à la grève du SCCCUM... il y a eu des moments difficiles. Mais il faut en tirer une leçon et préparer le terrain, la prochaine fois, pour que les enjeux d'un conflit de cette nature puissent être bien compris.**

**Sans mobilisation, nos messages restent lettre morte. En mai 2007, la FNEEQ on a reçu mandat d'inviter toutes les organisations syndicales et**

étudiantes en éducation, au Québec, à élaborer un manifeste pour relancer l'effort social en éducation. Il s'agissait de former une vaste coalition, d'organiser en nos rangs une réflexion d'envergure sur l'avenir de l'éducation, d'alerter l'opinion publique là-dessus et de générer une pression politique réelle sur le gouvernement.

L'aventure n'a pas été facile. Il a fallu composer avec quelques réticences, avec quelques rigidités politiques. Mais nous avons quand même réussi à obtenir un consensus sur ce texte, qui représente quand même une excellente base de départ.

Ce qu'il faut retenir, cependant, c'est que nous n'avons pas réussi à alerter l'opinion publique, ni même nos propres membres. Pourquoi? Sans entrer dans les détails, disons que la volonté politique de mobiliser à la hauteur des enjeux n'était pas au rendez-vous. Or, sans mobilisation conséquente, sans le grand rassemblement que nous avons souhaité pour faire la démonstration de l'importance de ces propositions, elles n'ont connu qu'une diffusion interne. Le 8 décembre, nous avons donné une conférence de presse : les chefs à plumes étaient tous présents, c'était quand même une première au Québec, mais il n'y avait dans la salle, en tout et pour tout qu'une seule journaliste!

**On ne gagne pas comme ça des batailles.**

**Il y a toute une qui se prépare au Québec dans les prochains mois, pour contrer la volonté gouvernementale de hausser les droits de scolarité; j'espère que pour cette bataille-là, on pourra soutenir nos prétentions par une mobilisation appropriée.**

**Le gouvernement a préparé la population. Il a fait marteler dans les médias que les droits de scolarités sont trop bas par rapport à la moyenne canadienne, que ces droits de scolarité trop bas sont des subventions aux riches (sic), que la réalité montre, chiffres à l'appui, que des droits de scolarité plus élevés ne nuisent pas à la fréquentation en enseignement supérieur.**

**Les contre-arguments, on les a. On est prêt à faire nos démonstrations, à montrer comment les droits élevés changent le portrait sociologique de la population étudiante. En médecine, il y a quatre fois plus de demandes que de places. On peut bien tripler les droits de scolarité, c'est bien évident que les classes seront encore remplies! Mais ça ne sera pas le même monde!**

**Nos arguments, notre discours seront prêts. Mais personne ne va nous écouter si nous les récitons sagement dans le cadre d'une consultation factice. Il faudra mobiliser, organiser un contre forum d'envergure, montrer que la communauté universitaire, étudiante et collégiale supporte les idées que porteront les représentants syndicaux.**

**Une dernière chose : je pense que dans nos actions comme dans nos efforts de sensibilisation, nous ne devons pas avoir peur d'investir le champ du politique. Nous l'avons mentionné à plusieurs reprises au cours de ce congrès : nous combattons une idéologie politique et c'est systématiquement qu'il faut utiliser nos revendications en matière de conditions de travail pour confronter cette idéologie, et un système absurde qui fait du profit le paradigme fondateur de l'organisation sociale.**